

IDÉES/

Harcèlement de rue: le féminisme devient-il secondaire?

En lisant la tribune publiée par *Libération*, titrée «Contre la pénalisation du harcèlement de rue» (*Libération* du 27 septembre), j'ai rajeuni de plus de quarante ans. Ce n'est pas forcément désagréable, quoique l'aspect répétitif lasse quand même un peu.

Les signataires qui se présentent comme «des féministes et chercheur-e-s sur les violences de genre», fonctionnent en effet avec un logiciel déjà rencontré auparavant. On s'affiche féministe et contre le harcèlement, mais quand il s'agit de le combattre, et de dire «ça suffit», y compris en passant par la pénalisation, on explique doctement que la pénalisation du harcèlement de rue aboutira à forcément désigner et forcément stigmatiser les «hommes des classes populaires et racisées».

Au mitan des années 70, c'est à propos de la lutte contre le viol qu'un raisonnement semblable fut à l'œuvre, à l'occasion des campagnes et des actions engagées. L'une des stratégies adoptées fut d'exiger que les violeurs soient jugés par une cour d'assises. Pourquoi les assises? Parce que ce sont elles qui jugent les crimes et que le viol, bien que qualifié de crime depuis le code napoléonien, était rarement jugé comme tel et disqualifié le plus souvent en coups et blessures passibles d'un

Par
MARTINE STORTI



M. STORTI

Essayiste, militante féministe

Dans une tribune publiée le 27 septembre dans «Libération», des chercheurs prennent position contre la pénalisation d'un phénomène qui viserait particulièrement les hommes des classes populaires et racisées. Faut-il se taire au motif que l'agresseur est un opprimé?

tribunal correctionnel. Minimisation effective du viol par la police et la justice, sans compter que les victimes étaient la plupart du temps quasiment considérées comme des coupables.

Donc les assises. Que n'avons-nous pas entendu de la part de nos chers camarades gaucho-révolutionnaires! Ah certes, ils étaient contre le viol, ah certes, ils considéraient que les violences contre les femmes, ce n'était pas bien! Mais enfin les assises, non, fallait pas. N'était-ce pas cautionner, pour reprendre le langage de l'époque, «la justice bourgeoise»?

Quand un patron comparait devant elle, quand un flic y était conduit pour avoir battu ou tué un immigré dans un commissariat, il s'agissait alors de la justice tout court. Mais quand des féministes y plaidaient contre des violeurs, elles cautionnaient la «justice de classe», alimentaient la répression et l'idéologie sécuritaire.

Pis encore, ne se faisaient-elles pas complices du racisme puisque, bien évidemment, un immigré, un Noir, un Maghrébin, un Arabe (on ne disait pas encore «musulman», ou «racisé») accusé serait évidemment bien plus facilement inculpé et condamné qu'un bon bourgeois propre sur lui ou qu'un Dupont La-

joie à la mode Boisset! C'était vrai. Et nous le savions. Et nous nous en sentions coupables. Et nous étions malheureuses de recourir à ces foutues assises! Mais enfin un viol, quel qu'en soit l'auteur, n'est-il pas un viol? Et que doit faire une femme agressée? Accepter, se taire, au motif que l'agresseur est par ailleurs un opprimé?

Désagréable impression d'être prise dans un étau. D'un côté, celles et ceux qui invitent à tolérer le harcèlement (et tant d'autres choses), au nom de l'antiracisme. Qui ne le voient que dans «les beaux quartiers et les grandes entreprises» et qui manient l'excuse quand il est le fait des «opprimés», des «dominés».

D'un autre côté, celles et ceux qui expliquent que le harcèlement n'existe que dans les «quartiers» et les «banlieues islamisées» où les habitants «de souche» ne se sentent plus «chez eux». Ailleurs, il n'y a que les si ennuyeuses et si peu avenantes féministes pour nommer harcèlement toute tentative de séduction, pour confondre l'intérêt bien normal d'un homme pour une femme avec une agression, ce que serinent à longueur d'années et de pages notamment Eric Zemmour, *le Figaro*, *Valeurs actuelles* ou *Causeur*.

Et même un Alain Finkielkraut n'est pas en reste. Dans le manifeste publié en mai 2015 par une quarantaine de femmes journalistes qui dénonçaient le sexisme d'un grand nombre d'hommes politiques, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, du Sénat, des ministères (lourdes plaisanteries, drague insistante, propositions explicites) il ne vit que le refus par les journalistes de leur féminité. Et comme, sourire à la plume, elles regrettaient que la politique soit «aux mains d'hommes hétérosexuels plutôt sexagénaires», il lut dans cette déclaration une marque de «gérontophobie», bref un détestable racisme anti-vieux. A chacun donc son racisme et son antiracisme! Quant au sexisme, si l'on ne desserre pas cet étau, il a encore de beaux jours, si j'ose dire, devant lui. ◀

Dernier ouvrage publié: *Sortir du manichéisme*, Ed. Michel de Maule, 2016, 17€.